

KOFF – swisspeace

- Deux nouveaux membres au sein du KOFF:
Eirene Suisse et Caux-Initiatives et Changement
- Économie et paix: expériences et enjeux
- Etude de cas „Do No Harm“ en Ouganda
- Première rencontre du Mediation Support Network
- Formation KOFF sur l'approche „Reflecting on Peace Practice“ (RPP)
- Table ronde du KOFF sur l'acte d'accusation
contre le président soudanais Al-Bashir

Point fort

- Initiatives locales de paix au Sud-Soudan

Nouvelles d'ONG suisses

- EIRENE Suisse se présente
- CAUX-Initiatives et Changement se présente
- Troisième phase du programme de paix SUIPPCOL en Colombie
- Université d'été à l'Institut du Fédéralisme
- Hirondelle participe au processus d'agrément
d'une radio en République Centrafricaine

Nouvelles de services gouvernementaux suisses

- Examen périodique universel: rapport de la Suisse
- Pour une approche novatrice des défis
humanitaires: l'apport d'internet
- Swiss Peacebuilding Training Course
- Conférence ministérielle sur la „Déclaration
de Genève sur la violence armée et le développement“

Organisations internationales partenaires

Manifestations, Publications, sur le Web

Editeur:
Centre pour la promotion
de la paix (KOFF)
Sonnenbergstrasse 17
CH - 3000 Bern 7
Tel: +41 (0)31 330 12 12
www.swisspeace.org/koff

KOFF – swisspeace

Liens

- [Membres du KOFF](#)
- [EIRENE Suisse](#)
- [Caux-Initiatives et Changement](#)

Deux nouveaux membres au sein du KOFF: Eirene Suisse et Caux-Initiatives et Changement

Lors de sa dernière séance de septembre, le „Steering Committee” du KOFF a admis l’association Eirene Suisse et la fondation d’utilité publique Caux-Initiatives et Changement en tant que nouveaux membres du KOFF. Le Centre pour la promotion de la paix compte désormais 46 organisations non gouvernementales. Les deux nouveaux membres du KOFF se présentent dans la rubrique des organisations non gouvernementales suisses de ce numéro de la Newsletter.

10.09.2008

Liens

- [Programme Business and Peace de swisspeace](#)
- [Global Peace Index](#)

Économie et paix: expériences et enjeux

A la mi-septembre, le programme Business and Peace de swisspeace a invité les personnes intéressées à prendre part à un piquenique canadien à l’enseigne de „The Role of Business in Peace: Experiences and Challenges”. Steve Killelea, éminent homme d’affaires australien et fondateur de la Charitable Foundation, de l’indice mondial de la paix et de l’Institute for Economics and Peace, s’y est exprimé. Il a décrit comment ses déplacements dans des pays pauvres et ébranlés par des conflits l’avaient amené à se consacrer à la philanthropie dans le domaine de la promotion de la paix.

Steve Killelea a en outre expliqué que l’indice mondial de la paix utilisait 24 indicateurs afin de mieux comprendre et définir plus clairement le concept de la paix dans les 140 Etats observés. L’indice dépasse l’acception traditionnelle de la paix comme „absence de conflit” ou „paix négative” et définit son pendant, la « paix positive”. Sa finalité est d’identifier les attributs culturels et les institutions liés à l’état de paix. L’orateur du jour a poursuivi en disant que même si la paix était dans le propre intérêt des entreprises, celles-ci n’utilisaient pas leur position de force pour s’engager auprès de leurs gouvernements en faveur d’un contexte pacifique et donc bénéfique au commerce. Pour lui, il est donc indispensable de poursuivre la recherche sur la signification, la promotion et le maintien de la paix afin de mieux comprendre la contribution que peuvent apporter les entreprises, les ONG, les gouvernements et d’autres acteurs à une société vivant en paix.

12.09.2008

Pour plus d’infos:
swisspeace/Business
and Peace [Rina Alluri](#)

Liens

- [Page d'accueil de CDA](#)
- [Page d'accueil du KOFF sur la prise en compte des conflits](#)

Pour plus d'infos:
KOFF [Roland Dittli](#)

Etude de cas „Do No Harm“ en Ouganda

Au début du mois de septembre, avec CDA Collaborative Learning Projects et une consultante de Caritas Suisse, le responsable de la prise en compte des conflits auprès du KOFF, Roland Dittli, a pris part à une mission dite „lessons learned“ en Ouganda. Le but de ce déplacement consistait à collecter des expériences liées à l'application de l'instrument Do No Harm et à les mettre en lumière. Les activités d'une organisation partenaire de Caritas Suisse, Kamwokya Christian Caring Community (KCCC) à Kampala, ont servi d'exemple.

Ce voyage s'est inscrit dans le cadre du processus d'apprentissage international sur les expériences liées à l'application de Do No Harm. Avec 18 autres études de cas, les résultats vont servir à soumettre l'instrument à une éventuelle révision et à adapter l'offre de cours disponible. Quelques études de cas seront bientôt accessibles sur la page d'accueil de CDA.

Le KOFF continue d'accompagner activement ce processus d'apprentissage tant par la participation à une rencontre internationale d'experts et d'expertes sur ce thème que par la discussion d'expériences dans le groupe d'intervision existant. Le groupe d'intervision du KOFF réunit les responsables thématiques de la promotion de la paix des grandes oeuvres d'entraide suisses et des services fédéraux pour un échange régulier et un apprentissage commun. 22.09.2008

Liens

- [MSP](#)
- [CSS](#)

Pour plus d'infos:
MSP/swisspeace
[Matthias Siegfried](#)

Première rencontre du Mediation Support Network

Le Mediation Support Network a convoqué sa première réunion les 18 et 19 septembre à Berne afin d'échanger des informations sur des activités actuelles et prévues de soutien à la médiation et de discuter des possibilités d'une collaboration plus étroite. L'objectif d'une telle collaboration serait d'améliorer la qualité des efforts de médiation dans les processus de paix. Les organisations suivantes ont pris part à cette rencontre tenue dans les locaux de swisspeace: Centre pour le dialogue humanitaire, Conciliation Resources, Folke Bernadotte Academy, Mediation Support Project (swisspeace et Centre de recherche sur la sécurité (CSS / EPFZ), unité de soutien à la médiation des Nations Unies et Center for Mediation and Conflict Resolution de l'Institute of Peace des Etats-Unis.

Le Mediation Support Network a identifié les besoins suivants: établir une communauté de pratique pour les acteurs du soutien à la médiation; collaborer plus activement dans la formation et pour l'élaboration de lignes directrices et d'outils visant à soutenir les efforts de médiation et élargir le réseau afin d'intégrer des organisations significatives de toutes les régions de la planète. Le réseau est ouvert aux organisations au bénéfice d'un mandat de soutien aux médiateurs et médiatrices dans des processus de paix. La prochaine rencontre du Mediation Support Network aura lieu au printemps 2009. 19.09.2008

Liens

- [KOFF: Peacebuilding and international cooperation](#)
- [CDA](#)
- [CDA: Reflecting on Peace Practice \(RPP\)](#)

Pour plus d'infos:
KOFF [Cordula Reimann](#)

Formation KOFF sur l'approche „Reflecting on Peace Practice“ (RPP)

Fin septembre KOFF a organisé, en collaboration avec CDA „Collaborative Learning Projects“ de Boston/MA, une formation de deux jours sur l'approche „Reflecting on Peace Practice“ (RPP). A cette occasion, les formateurs et consultants internationaux Diana Chigas et Peter Woodrow du CDA se sont joints à Cordula Reimann du KOFF. Les participants et participantes étaient issus d'ONG suisses et internationales ainsi que d'agences gouvernementales.

La formation avait pour objectif de discuter la manière dont les activités de promotion de la paix pouvaient être planifiées et mises en œuvre stratégiquement afin de contribuer à mettre en place des processus et structures durables et efficaces permettant le changement social. L'étude de cas choisie pour illustrer la formation était celle du conflit burundais et des initiatives locales dans le domaine de la promotion de la paix. Les participants ont appris comment les différents outils du RPP, tels que l'analyse systémique des conflits, les théories du changement ou les critères d'efficacité pouvaient être appliqués. Les questions récurrentes concernaient notamment le travail avec les acteurs difficiles d'accès („the hard to reach“), tels que les acteurs armés non étatiques ou les anciens combattants ou encore la difficulté de définir la société civile. Parmi les caractéristiques communes, on retrouvait notamment la tendance à travailler avec les acteurs faciles d'accès („the easy to reach“), - tels que les jeunes ou les groupes de femmes - ou l'utilisation de théories du changement social implicites ou considérées comme allant de soi, à savoir la manière de provoquer le changement social.

25.09.2008

Liens

- [KOFF-Soudan](#)
- [KOFF-Dealing with the Past](#)

Comme la table ronde a été conduite selon la „[Chatham House Rule](#)“, cet article ne mentionne pas les organisations participantes ni les orateurs.

Table ronde du KOFF sur l'acte d'accusation contre le président soudanais Al-Bashir

Le 24 septembre, les participants à une table ronde du KOFF ont débattu de la mise en accusation du président soudanais Omar Al-Bashir par le procureur de la Cour Pénale Internationale (CPI), Luis Moreno-Ocampo. Cette rencontre s'est déroulée avec les programmes du KOFF Dealing with the Past et Soudan. Les personnes présentes ont abordé les aspects juridiques de cette mise en accusation et les conséquences possibles pour le Soudan et, notamment, pour les acteurs suisses actifs dans ce pays.

En mars 2005, le Conseil de sécurité de l'ONU, sur recommandation de la commission d'enquête, a chargé la CPI de la question du Darfour. Si la Chambre préliminaire accepte la demande du procureur et délivre un mandat d'arrêt à l'encontre d'Al-Bashir, ce serait la première fois qu'un chef d'Etat en exercice serait mis en accusation par la CPI. A l'heure actuelle, le débat porte sur la possible application par le Conseil de sécurité de l'article 16 du Statut de Rome, application qui entraînerait la suspension des poursuites lancées par la CPI dans le cas du Darfour. Mais ce mécanisme représente une interférence d'un organe

Pour plus d'infos:
swisspeace [David Lanz](#)

politique dans le travail d'une institution juridique et son application ne devrait donc être envisagée - selon les participants - que s'il s'avère nécessaire à l'obtention d'une solution de paix durable au Darfour.

Les craintes selon lesquelles la mise en accusation de la CPI pourrait conduire à l'expulsion de personnel humanitaire ou de soldats de la paix, et à une mise à mal des efforts de paix, n'ont pas été confirmées jusqu'ici. Les participants ont estimé qu'on ne pourrait cependant évaluer les conséquences des agissements de la CPI qu'après la délivrance d'un mandat d'arrêt effectif par la Chambre préliminaire. Une inculpation devrait à coup sûr avoir une incidence sur les rapports de force au sein du régime de Khartoum et sur les activités des acteurs internationaux au Darfour et au Sud-Soudan, ainsi que sur la population civile dans ces régions.

24.09.2008

Point fort

Liens

- [Why Abyei Matters \(D. Johnson\)](#)
- [Counting ,New Sudan' \(M. Santschi\)](#)
- [Bibliographie: Der People-to-people Friedensprozess im Süd-Sudan](#)
- [Sudan Tribune](#)
- [Humanitarian Overview](#)
- [Fighting breaks out on north-south Sudan border \(AlertNet\)](#)
- [New fighting erupts on Sudan north-south border \(Reuters\)](#)
- [North-south Sudan border tension unresolved \(Reuters\)](#)

Initiatives locales de paix au Sud-Soudan

Les initiatives locales de paix jouent un rôle prépondérant dans l'enracinement de la promotion de la paix au sein de la population civile. Elles ont un potentiel de prévention et d'atténuation des conflits tant au plan local qu'à l'échelon national. Présentée dans les paragraphes qui suivent, l'initiative de paix des groupes ethniques Dinka Malual et Misseriya est née au printemps 2008, en réaction aux luttes armées qui ont éclaté à la frontière entre le Nord-Soudan et le Sud-Soudan. Cette initiative vise à résoudre les conflits locaux liés aux ressources et à réconcilier les Dinka Malual et les Misseriya. Vu le caractère explosif du tracé des frontières entre le Nord-Soudan et le Sud-Soudan, l'initiative revêt également une importance nationale.

Au cours de la saison sèche, les Misseriya, pastoralistes nomades du Kordofan-Sud (Nord-Soudan), migrent traditionnellement avec leurs importants troupeaux de bovins vers le Bahr el-Ghazal septentrional au Sud-Soudan, dans le territoire des pastoralistes nomades Dinka Malual. Par le passé, des conflits ont régulièrement éclaté entre les deux groupes pour l'accès à l'eau et aux pâturages. Ces affrontements ont été instrumentalisés politiquement pendant la guerre entre le Nord-Soudan et le Sud-Soudan. Tandis que des milices Misseriya avaient pris les armes au côté du gouvernement soudanais, de nombreux Dinka Malual avaient donné leur soutien à l'Armée de libération populaire du Soudan (SPLA). En 2005, la guerre civile de 20 ans qui a ensanglanté le Sud-Soudan prenait officiellement fin par la signature d'un accord de paix passé entre l'Armée/mouvement de libération populaire du Soudan (SPLA/M) et le Parti du congrès national (NCP). Toutefois, en décembre 2007 et au printemps 2008, des combats ont éclaté dans le Bahr el-Ghazal septentrional, à la frontière disputée entre le Nord-Soudan et le Sud-Soudan, opposant l'Armée de libération populaire du Soudan (SPLA) aux Misseriya, avec les conséquences déstabilisatrices que l'on connaît pour la région frontalière.

Incidences des combats

Divers rapports de l'ONU ont signalé que les combats du début 2008 avaient provoqué le déplacement de près de 900 familles. La route raccordant le nord au sud est restée fermée pendant de nombreuses semaines. Le blocage de cet axe commercial majeur permettant l'approvisionnement du Bahr el-Ghazal septentrional en marchandises du nord, telles que le mil, a fait grimper les prix. De nombreux Dinka Malual contraints d'acheter du mil en raison d'une mauvaise récolte se sont vus confrontés à une forte hausse des prix.

Divers Dinka Malual interviewés par l'auteure du présent article étaient convaincus que les milices Misseriya et l'armée soudanaise attaquaient la SPLA afin de déplacer la frontière nord-sud plus au sud pour occuper ainsi des zones pétrolifères et des pâturages. Ils ont interprété les combats comme une tentative du NCP pour saper les accords de paix, empêcher le retour des personnes déplacées depuis le nord et déstabiliser le Sud-Soudan.

Naissance d'une initiative locale de paix

En janvier 2008, des représentants et représentantes du gouvernement de coalition nationale „Government of National Unity”, des Etats fédéraux frontaliers, des forces armées soudanaises (SAF) et de la SPLA, ainsi que des autorités traditionnelles, se sont rencontrés à Heglig, dans la région frontalière disputée et riche en pétrole. Ils se sont entendus sur la tenue de conférences de paix destinées au règlement des conflits.

Les groupes ethniques Dinka Malual et Misseriya ont chacun élu un comité afin de rechercher une solution pacifique commune. En avril 2008, le dialogue a permis la réouverture de la route de raccordement entre le Nord-Soudan et le Sud-Soudan. Le rapprochement des deux communautés et l'intention de trouver une solution pacifique au conflit frontalier ont été soulignés symboliquement par des visites de plusieurs délégations Misseriya dans le Bahr el-Ghazal septentrional.

L'initiative de paix des Dinka Malual et des Misseriya prévoit la tenue d'une conférence en 2008 avec des délégués des deux parties dans le but de consolider le processus de paix. Elle vise à la réconciliation et à la stabilité ainsi qu'à la reconstruction et au développement durable de la région. Les points clés de la conférence sont les suivants: le retour des enfants et des femmes enlevées, la compensation pour les personnes assassinées et disparues ainsi que pour la propriété détruite, le règlement de l'accès à l'eau et aux zones pastorales pendant la période sèche, sans oublier le désarmement de tous les groupes ethniques comme le prévoient les dispositions de l'accord de paix. C'est à dessein que des thèmes conflictuels à l'échelle nationale tels que la délimitation de la frontière nord-sud, la présence de troupes gouvernementales et de rebelles ainsi que la région contestée d'Abyei n'ont pas été abordés. Le tracé contesté des limites entre le Nord-Soudan et le Sud-Soudan reste un sujet litigieux. L'accord de paix a traité séparément l'appartenance d'Abyei, une zone riche en pétrole le long de la frontière nord-sud, dans le Protocole d'Abyei. Ce dernier stipule notamment qu'à cet endroit, la frontière sera définie par une commission frontalière. Dominé par le Parti du congrès national, le „Government of National Unity” a cependant refusé la décision de cette commission, bloquant ainsi la délimitation de la frontière. Le risque est grand que l'application de l'accord de paix échoue en raison du conflit pour les réserves de pétrole dans la région d'Abyei ou que la délimitation de la frontière nord-sud déclenche des conflits armés entre le Nord-Soudan et le Sud-Soudan.

Potentiel d'une initiative locale de paix

L'initiative de paix des Dinka Malual et des Misseriya entend résoudre le conflit local centré sur l'accès à l'eau et les zones pastorales et réconcilier les Dinka Malual et les Misseriya qui se sont combattus pendant la guerre civile passée. L'initiative de paix est du même coup d'importance nationale. Dans d'autres régions longeant la frontière nord-sud, par exemple à Unity et à Abyei, qui fait l'objet de controverses, les relations sont conflictuelles entre les Misseriya et les Dinka pour l'accès aux ressources naturelles. Lors de la guerre passée entre le Nord-Soudan et le Sud-Soudan, le gouvernement soudanais est parvenu, comme actuellement au Darfour, à instrumentaliser des conflits locaux pour l'eau et les droits de pâturage et à mobiliser des milices locales. Les craintes des pastoralistes

Pour plus d'infos:
swisspeace
[Martina Santschi](#)

nomades Misseriya de perdre l'accès aux zones pastorales du Sud-Soudan comme conséquence d'une éventuelle indépendance du sud après le référendum de 2011 pourraient être utilisées par des parties du NCP pour remobiliser des milices parmi les Misseriya et déstabiliser la région frontalière.

Vu son importance nationale, le succès de l'initiative de paix est exposé à des risques divers. Dans ce contexte, les questions de connaître les acteurs impliqués dans l'initiative, les intérêts qu'ils défendent et comment les milices Misseriya et les parties du NCP, qui entendent empêcher l'indépendance du Sud-Soudan, influencent l'initiative s'avèrent cruciales. Malgré ces risques, des initiatives de paix locales le long de la frontière nord-sud du Soudan donnent des possibilités d'empêcher que des conflits locaux pour l'accès aux ressources naturelles soient instrumentalisés politiquement dans le conflit national pour le tracé de la frontière entre le Nord-Soudan et le Sud-Soudan et pour le contrôle des réserves pétrolières. Elles pourraient de cette manière faire contrepoids au danger de voir des conflits locaux provoquer des combats dans la région frontalière entre le Nord-Soudan et le Sud-Soudan.

23.09.2008

Nouvelles d'ONG suisse

Liens

- [EIRENE Suisse](#)

Pour plus d'infos:
EIRENE Suisse
[Jérôme Strobel](#)

EIRENE Suisse se présente

EIRENE Suisse est une association laïque à but non lucratif. „EIRENE“ signifie la paix en grec. L'association a été fondée en 1963. Ses objectifs sont la coopération au développement et la promotion de la paix, principalement à travers des relations de partenariat avec des associations locales au Sud et l'envoi de volontaires qualifiés auprès de ces associations.

EIRENE Suisse est issue de EIRENE international, créée en 1957 pendant la guerre d'Algérie par des Eglises chrétiennes pacifistes.

Depuis sa fondation, EIRENE Suisse a affecté plus de 120 volontaires auprès d'organisations de base dans différents pays. Aujourd'hui, EIRENE Suisse gère environ une dizaine d'affectations de volontaires par an, et autant de partenariats dans le Sud, dans quatre pôles d'intervention que sont les Grands Lacs, le Tchad, Haïti et le Nicaragua.

EIRENE Suisse soutient également des initiatives de ses partenaires en faveur de la paix, comme par exemple l'appui au réseau de l'Initiative de Genève pour la Paix dans les Grands Lacs qui réunit des leaders de toute la région autour de projets concrets tournés vers la paix et la réconciliation.

16.09.2008

Liens

- [Caux-Initiatives et Changement](#)

Pour plus d'infos:
Caux-Initiatives
et Changement
[Philipp Thüler](#)

CAUX-Initiatives et Changement se présente

CAUX-Initiatives et Changement est une fondation d'utilité publique financée par le biais de dons qui s'engage dans les domaines de la prévention des conflits, la promotion de la paix, le dialogue interculturel et la création de liens de confiance. La fondation est indépendante sur les plans politique et confessionnel. Depuis plus de 60 ans, CAUX-Initiatives et Changement organise durant l'été des conférences internationales dans son propre centre de Caux. Les thèmes abordés en priorité par la fondation sont la sécurité humaine, la prévention des conflits et l'éthique dans les pratiques commerciales.

Ces activités débouchent sur des projets contribuant dans une large mesure à résoudre les conflits, créer des liens de confiance et réconcilier les parties opposées. En voici des exemples: la médiation entre les parties au conflit au Burundi et en République démocratique du Congo ou les campagnes pour des élections équitables au Kenya, en Sierra Leone, au Ghana et au Nigeria. Parmi les autres projets, citons „Créatrices de paix“, une initiative de femmes qui s'engagent à tous les niveaux de la société en faveur du traitement et de la résolution des conflits ou encore le „Dialogue entre agriculteurs“, un réseau mondial d'agricultrices et d'agriculteurs prônant une agriculture durable.

CAUX-Initiatives et Changement fait partie du réseau international „Initiatives et Changement International“ actif dans près de 60 pays. Cette association faitière a été fondée en 2002 à l'initiative de Cornelio Sommaruga. Elle a un statut d'ONG partie prenante auprès du Conseil de l'Europe et d'observateur au Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies. 16.09.2008

Liens

- [SUIPPCOL](#)

Troisième phase du programme de paix SUIPPCOL en Colombie

En Colombie, depuis fin 2001, des ONG suisses mènent le programme de paix SUIPPCOL visant au renforcement de la société civile colombienne. A l'heure actuelle, ces ONG sont Caritas Suisse, en tant qu'organisation assurant la coordination, l'Action de Carême, EPER, Swissaid, Amnesty International Suisse, le Groupe de travail Suisse - Colombie, la section suisse des Brigades de Paix Internationales, terre des hommes Suisse, la Mission Bethléem Immensee et E-CHANGER.

Le programme s'articule avec les efforts de paix de la Suisse officielle visant à contribuer à un „multitrack“ (plan d'intervention à différents niveaux) en Colombie pour transformer le conflit armé interne qui dure depuis plus de 40 ans. Le programme de paix lancé en 2000 englobe la promotion de la paix entre les parties au conflit sur le plan diplomatique („Track 1“) ainsi que l'encouragement d'initiatives de paix de la société civile („Track 2“), dont le programme SUIPPCOL fait notamment partie.

Les deux premières phases ayant pris fin sur une évaluation, c'est la troisième phase de SUIPPCOL qui a commencé début 2008. Elle durera jusqu'en 2011 et doit assurer la continuité de ce qui a été accompli jusqu'ici. Un appui continue

Pour plus d'infos:
 Coordinateur de SUIPPCOL
[Peter Stirnimann](#)

d'être octroyé au réseau national de femmes composé de 350 organisations féminines. La „Ruta Pacifica“ atteste des violations des droits humains perpétrées envers les femmes et les rend publiques. Un réseau national de 27 initiatives de paix locales et régionales, nées à l'initiative de SUIPPCOL, sera renforcé encore par des séminaires et le travail de suivi effectué par une équipe professionnelle. La préoccupation première est d'approfondir „l'approche de paix à la racine“ élaborée en commun auprès des membres de base des organisations et d'intégrer cette approche dans les débats publics. Fait nouveau, des initiatives de paix émanant de groupes de jeunes seront encouragées soutenues. Avec les organisations partenaires établies représentant des groupes d'indigènes, d'Afro-Colombiens, de paysans et de femmes, le processus de paix régional doit être renforcé dans la région en conflit de Cauca. De plus, un programme de protection pour les communes menacées est mis en place grâce à la présence d'équipes internationales d'accompagnement de Peace Watch Switzerland. 16.09.2008

Liens

- [IFF](#)
- [Université d'été](#)

Pour plus d'infos:
 IFF [Joelle Cousinou](#)
 IFF [Eva Schmassmann](#)

Université d'été à l'Institut du Fédéralisme

Du 18 août au 5 septembre, l'Institut du Fédéralisme (IFF) a organisé sa vingtième université d'été sur le thème du fédéralisme, du constitutionnalisme et de la démocratie dans les sociétés multiculturelles. Au total, 40 personnes issues de 27 pays y ont pris part. Le premier objectif de ce cours était de découvrir diverses formes de fédéralisme, les principales institutions dans ce domaine et leur potentiel de traitement des conflits, dans un contexte multiculturel notamment. Outre Lidja Basta Fleiner, Thomas Fleiner et l'Australienne Cheryl Saunders, il a été pour la première fois possible d'engager cette année un ethnologue chinois pour dispenser certains cours, Haiyang Zhang, lequel a donné une perspective différente sur la recherche en sciences sociales. Trois ateliers en présence de Jibrin Ibrahim, Nicole Töpperwien et Alexander Fischer, experts internationaux au bénéfice d'expériences au Nigeria, en Macédoine et en Asie du Sud, ont permis de mettre les bases théoriques en pratique dans le cadre de divers cas concrets.

Dans ce contexte d'enseignement et d'apprentissage international, interdisciplinaire et multiculturel, les participants et participantes ont fait une expérience théorique, mais aussi pratique du multiculturalisme. La plupart d'entre eux ont confirmé, au moment de l'évaluation, avoir profité tant sur le plan académique que social de l'université d'été de l'IFF. 05.09.2008

Liens

- [Fondation Hirondelle](#)

Hirondelle participe au processus d'agrément d'une radio en République Centrafricaine

Depuis plusieurs années, la Fondation Hirondelle déploie ses efforts en vue transférer le management de Radio Ndeke Luka, radio de paix et de développement, à une équipe centrafricaine. Le changement de statut visant la pérennisation de

Pour plus d'infos:
Fondation Hironnelle
[Marco Domeniconi](#)

cette radio constituait aussi un des principaux objectifs inscrits dans le contrat de financement signé entre la Délégation de l'Union européenne à Bangui et la Fondation Hironnelle. Pendant plusieurs mois, un projet de statuts de la Fondation Ndeke Luka qui constituera la structure de supervision et de gestion de Radio Ndeke Luka a été élaboré par la Fondation Hironnelle assistée par un juriste centrafricain. Ce projet a ensuite été soumis le 28 mai 2008 au Ministère de l'Intérieur chargé de la sécurité publique de la République Centrafricaine. Le 1er juillet 2008, la Fondation Ndeke Luka a été agréée comme association à but non lucratif par les autorités gouvernementales. Ensuite, les mêmes statuts ont été déposés auprès du Ministère du Plan et de la Coopération Internationale dans le but d'obtenir le statut d'organisation non gouvernementale de droit centrafricain. Ce deuxième processus d'agrément est en cours pour donner à la Fondation Ndeke Luka les assises d'une organisation de droit centrafricain que la Fondation Hironnelle continuera d'appuyer et de faire prospérer. 16.09.2008

Nouvelles de services gouvernementaux suisses

Liens

- [Universal Periodic Review](#)

Pour plus d'infos:
DFAE [Mirko Giulietti](#)

Examen périodique universel: rapport de la Suisse

L'Examen périodique universel (EPU) est un nouveau mécanisme du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Il permet à tous les Etats, sans distinction aucune et selon les principes de l'égalité de traitement et de l'universalité, d'illustrer la manière dont ils s'acquittent de leurs obligations et engagements en matière de droits humains. L'EPU se veut une entreprise de coopération fondée sur un dialogue auquel le pays concerné est pleinement associé et tenant compte des besoins du pays en matière de renforcement de ses capacités.

L'EPU consiste en un examen sur la situation des droits humains fondé sur des renseignements présentés par l'Etat intéressé, des renseignements figurant dans les rapports du Haut Commissariat aux droits de l'homme et des informations émanant de la société civile.

La Suisse a présenté son rapport, approuvé par le Conseil fédéral en mars, le 8 mai dernier. La délégation suisse présente à Genève était conduite par la Cheffe du Département fédéral des affaires étrangères.

Le dialogue avec les Etats qui a suivi la présentation du rapport s'est tenu dans une ambiance ouverte et constructive. De manière générale, les délégations ayant pris la parole, au nombre de 47, ont apprécié le rôle moteur de la Suisse au sein du Conseil des droits de l'homme et ont souligné la qualité du rapport. Les questions et observations formulées ont principalement concerné les domaines attendus que la Suisse elle-même avait mentionnés dans son rapport, à savoir la situation des étrangers en Suisse, la nouvelle loi sur l'asile, la situation des femmes sur le marché de l'emploi, ainsi que l'absence d'une institution nationale des droits de l'homme. 15.09.2008

Liens

- [Informations et inscription aux prochains séminaires](#)

Pour plus d'infos:
DFAE [Nicolas Appelt](#)
DFAE [Raffaella Schiavello](#)

Pour une approche novatrice des défis humanitaires: l'apport d'internet

Depuis 2000, la Suisse soutient le programme „Humanitarian Policy and Conflict Research” (HPCR) de l'Université de Harvard qui, à travers l'ensemble de ses activités comme la recherche, les workshops et les activités de consultant, cherche à apporter des réponses innovatrices aux questions posées par les conflits armés contemporains en matière de protection des populations civiles. C'est dans le but de contribuer aux efforts visant à la réaffirmation et au développement du droit international humanitaire (DIH) qu'en 2002 HPCR a lancé, en étroite consultation avec la Suisse et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'initiative „International Humanitarian Law Research”.

Dans le cadre de cette initiative, HPCR organise, depuis juin 2008, des séminaires interactifs sur Internet, pendant lesquels les participants peuvent suivre les discussions menées par des experts et expertes internationaux sur des sujets humanitaires spécifiques, discuter avec d'autres internautes sur un espace de chat et poser en direct des questions aux intervenants. Ainsi, le 29 août dernier, s'est tenu le troisième séminaire ayant pour thème „Droit international humanitaire et droits de l'homme: convergence ou divergence?”. A cette occasion, Marco Sassoli, Professeur à l'Université de Genève, et Anthony Dworkin du „Crimes of War Project” ont échangé leur point de vue sur la complémentarité de ces deux cadres juridiques dans les conflits armés.

Plus de 320 personnes issues de secteurs - gouvernements, ONG, médias, monde académique - et de 61 pays différents, y compris de pays en conflit, ont participé au séminaire sur Internet. En parallèle, une soixantaine de personnes ont pris part à une démonstration de l'événement organisée au siège des Nations Unies à New York. Parmi les points évoqués lors de la présentation figurent notamment l'application du DIH et des droits de l'homme durant les conflits armés non-internationaux et l'application extra-territoriale des droits de l'homme. Ainsi Marco Sassoli a traité de la question de la détention des combattants irréguliers dans les conflits armés non-internationaux, tandis qu'Anthony Dworkin abordait la question de l'applicabilité des droits de l'homme au-delà des frontières des Etats-nations souverains, notamment dans le cas de la „lutte contre le terrorisme”.

Cette initiative démontre quel est le potentiel de l'usage des nouvelles technologies d'information et de communication dans la mobilisation de l'intérêt et de l'engagement des professionnels de l'humanitaire dans le monde entier. 16.09.2008

Liens

- [Swiss Peacebuilding Training Course](#)

Swiss Peacebuilding Training Course

Le neuvième „Swiss Peacebuilding Training Course” a lieu du 31 août au 12 septembre 2008 à Stans. Les 30 membres du cours étaient des personnes actives dans le domaine de la promotion de la paix au niveau décisionnel, aux sièges ou dans des missions à l'étranger. Il s'agissait de membres du pool

- [Pool d'experts suisse pour la promotion civile de la paix](#)
- [GCSP](#)
- [SWISSINT](#)

Pour plus d'infos:
DP IV [Claudia Rizzo](#)

d'experts suisse pour la promotion civile de la paix ainsi que de personnes œuvrant dans des institutions gouvernementales, des organisations internationales et non gouvernementales, des missions sur le terrain, des centres de formation et des instituts de recherche de pays d'Afrique, du Proche-Orient, d'Asie du sud-est et de l'Europe élargie. La tenue du 10^{ème} cours est prévue pour l'automne 2008.

Tenu sur mandat de la Division politique IV (DP IV) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), il a été organisé par le Centre de politique de sécurité - Genève (GCSP) conjointement avec swisspeace et SWISSINT. 12.09.2008

Liens

- [Déclaration de Genève](#)
- [Bureau du PNUD pour la prévention des conflits et le relèvement \(BCPR\)](#)
- [DP IV Déclaration de Genève](#)

Pour plus d'infos:
DP IV [Siro Beltrametti](#)

Conférence ministérielle sur la „Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement“

740'000 personnes meurent chaque année des suites de la violence armée perpétrée dans le monde. La guerre n'est pas la cause première de ce nombre de décès élevé mais bien la criminalité, les délits relationnels ainsi que la violence politique qui, ensemble, coûtent la vie à 490'000 personnes par an. Au total, les suites de la violence armée coûtent entre 95 et 163 milliards de dollars par an et représentent donc un des principaux obstacles à la réalisation des Objectifs du Millénaire de l'ONU. C'est ce que montre une étude du Small Arms Survey", un projet de recherche indépendant mené au sein de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève; l'étude a été présentée le 12 septembre dans cette ville, à l'occasion d'une conférence ministérielle sur la „Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement“.

En 2006, la Déclaration de Genève a été signée par 42 Etats à l'initiative de la Suisse et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). L'objectif du processus ainsi lancé consiste à lutter contre l'interaction négative entre la violence armée et le développement au moyen d'une approche intégrée et d'une collaboration entre Etats bailleurs de fonds et pays en développement, entre la société civile et les gouvernements et entre les organisations de sécurité et celles de développement. Les 94 Etats qui ont entre-temps signé la Déclaration s'engagent à parvenir à une réduction mesurable de la violence armée dans le monde d'ici à 2015.

La conférence ministérielle du 12 septembre a été organisée par la Division politique IV (DP IV) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et le bureau du PNUD pour la prévention des crises et le relèvement (BCPR). C'est la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey qui l'a inaugurée. 86 Etats et près de 50 représentantes et représentants d'organisations internationales et d'ONG ont présenté des programmes concrets, mis le doigt sur des problèmes spécifiques de leurs pays respectifs et débattu pour savoir comment poursuivre la mise en oeuvre des objectifs de la Déclaration de Genève. 12.09.2008

Organisations internationales partenaires

Info

Cette rubrique propose une palette de nouvelles émanant de neuf organisations partenaires.

- [Berghof-Center](#)
- [CDA Collaborative Learning Projects](#)
- [Conciliation Resources](#)
- [European Centre for Conflict Prevention](#)
- [European Peacebuilding Liaison Office \(EPLO\)](#)
- [Gruppe Friedensentwicklung \(FriEnt\)](#)
- [International Alert](#)
- [Plattform Zivile Konfliktbearbeitung](#)
- [SPICE/GTZ](#)

Berghof

- Véronique Dudouet du centre Berghof publie un nouvel [article](#) intitulé „Non-violent Resistance and Conflict Transformation in Power Asymmetries“. Ce papier qui vient enrichir le manuel Berghof examine les circonstances et les contextes permettant à la résistance non violente de contribuer à des processus de transformation réussis et durables des conflits et présente notamment des concepts, des objectifs et des méthodes en lien avec la résistance non violente.

Akademie für Konflikttransformation

- Après la création des Peace Building Partnerships par la Commission de l'UE en novembre dernier, l'Académie de l'Eglise évangélique de Rhénanie propose, en collaboration avec Plattform Zivile Konfliktbearbeitung, un [voyage d'étude](#) permettant de découvrir des institutions de l'Union européenne, des institutions ecclésiales et des organisations non gouvernementales afin de discuter de l'orientation future de la stratégie de sécurité de l'Europe. Sont conviées les personnes intéressées des Eglises, des organisations de traitement civil des conflits, de défense des droits humains et de coopération au développement.
- Les thèmes et dates pour les [Trainings for Peace](#) 2009 ont été arrêtés. Pour les personnes intéressées à brève échéance, quelques places sont encore disponibles dans les [Trainings for Peace](#), (en anglais) dispensés d'octobre à décembre 2008. Sous peu, l'inscription en ligne sera possible également. De surcroît, du 7 au 9 novembre, l'académie organise un cours sur l'introduction aux méthodes du traitement civil des conflits à l'enseigne de „[Mediation im interkulturellen Kontext](#)“ (la médiation dans un contexte multiculturel).

Manifestations

Info

Cette rubrique renseigne sur des manifestations choisies tenues en Suisse sur la toile de fond de la promotion civile de la paix.

- Cette année, la [conférence annuelle](#) de swisspeace s'inscrit sur la toile de fond des 20 ans de la fondation et s'intitule: „The Politics of Peace: From Ideology to Pragmatism?“. D'éminents acteurs de la politique de paix figurent au programme et discuteront des thèmes et instruments de la politique de paix de demain, sans oublier la contribution de la recherche. La conférence aura lieu le 11 septembre au Gurten à Berne. [Inscriptions](#).
- En raison des nombreuses demandes, la [formation](#) du KOFF „Practice and Methodology of Dialogue Facilitation“ sera tenue une deuxième fois les 8 et 9 janvier 2009. [Inscriptions](#).
- Quelques places sont encore disponibles pour la [formation continue](#) sur le traitement intégré du conflit de l'IICP (Institute for Integrative Conflict Transformation and Peacebuilding). Clôture des inscriptions: 10.10.2008.
- Cette année, le thème de la [conférence annuelle](#) de la Division politique IV Sécurité humaine du Département fédéral des affaires étrangères est la médiation dans les conflits africains. La conférence se tiendra le 14 octobre au stade de Suisse à Berne. [Inscriptions](#).
- Le 11 novembre Medicus Mundi Suisse organise à Bâle le 7^{ème} [Symposium](#) annuel de la coopération suisse en matière de santé intitulé „30 ans après Alma Ata: l'avenir de la santé communautaire“. La Déclaration d'Alma-Ata adoptée il y a 30 ans postule le droit à la santé comme faisant partie intégrante des droits humains. Cet événement permettra aux acteurs de tirer un bilan de ces efforts.
- Des expertes parlent des activités qu'elles mènent dans leurs projets au Kosovo, en Algérie et en Palestine lors de la [rencontre](#) „Femmes et hommes en conflits“ s'inscrivant dans la [campagne](#) „16 jours contre la violence envers les femmes“. L'influence des conflits violents sur les rapports entre les genres et le changement des rôles des genres feront l'objet du débat. L'échange doit aussi donner de nouvelles impulsions pour les activités menées par les spécialistes en Suisse. Vendredi 28 novembre / dès 13 heures / Le Cap, Berne. [Informations complémentaires](#), tél. 031 300 50 60.
- Structuré en quatre modules, le cours „[Go for Peace](#)“ dispense des connaissances théoriques et pratiques visant à améliorer et renforcer ses propres compétences en matière de paix. L'objectif poursuivi est d'apporter des réponses non violentes aux conflits quotidiens. Début du cours en janvier 2009, dernier module en juin 2009.

Publications

Info

SDC (ed.), Challenging Common Assumptions on Corruption and Democratisation. Key Recommendations and Guiding Principles, Berne 2008.

[Pour commander](#)

Pour plus d'infos:
DDC [René Holenstein](#)

Nouvelles publications de la DDC sur la corruption et la démocratisation

La Section thématique Gouvernance de la Direction du développement et de la coopération (DDC) publie deux nouvelles contributions sur des thèmes faisant l'objet d'une attention peu systématique dans la coopération internationale. L'étude de Wolf Linder, André Bächtiger et Georg Lutz intitulée „Democratisation, Rule of Law and Development“ signale l'importance fondamentale de la démocratisation dans la coopération au développement et l'inscrit dans le contexte plus large de l'État de droit. Aux dires des auteurs, la démocratisation devrait tenir compte des expériences et des conditions cadres dans chaque cas étudié. La population des pays en voie de développement et en transition souhaiterait exercer une plus grande incidence directe sur les décisions politiques comme le montre une multitude d'exemples. La participation démocratique de la population agirait comme contrepoids à la corruption et à la mauvaise gestion.

La contribution de Blaise Bonvin „Corruption: between Perception and Victimisation“ remet en question la classification en pays corrompus et moins corrompus que Transparency International a établie. L'article montre que la disparité est grande entre l'image propagée au plan international et la réalité d'un pays: à l'extérieur, un pays est souvent perçu comme bien plus corrompu qu'il ne l'est en réalité. Cela peut avoir des conséquences négatives pour le développement des pays comme en atteste Bonvin.

19.09.2008

Info

■ [Compte rendu complet](#) de Laurent Goetschel dans la NZZ

■ [Menschliche Sicherheit.](#) Globale Herausforderungen und regionale Perspektiven

La sécurité humaine comme objectif de la communauté internationale

La sécurité humaine est la protection des individus contre diverses formes de menaces. Un recueil publié par Cornelia Ulbert et Sascha Werthes évalue dans quelle mesure on s'est rapproché d'un tel objectif au cours des 15 dernières années. L'ouvrage se structure en trois parties. La première se concentre sur les bases normatives et théoriques, la deuxième décortique les tensions entre les différentes revendications en concurrence dans la mise en oeuvre et la troisième se focalise sur les perspectives régionales. Cette structure est adéquate vu que les ouvrages existants sur le sujet ne séparent souvent pas clairement les pensées conceptuelles des réflexions appliquées et que, fréquemment, les perspectives non occidentales n'y trouvent que peu de place. On pourra regretter cependant que la troisième partie se limite dans une large mesure à l'analyse de la politique d'États et d'organisations internationales.

19.09.2008

Sur le Web

Info

[Peacebuilding Portal](#)

Portail sur la promotion de la paix

Le Peacebuilding Portal des Nations Unies constitue un outil de choix pour les recherches sur les thématiques de la prévention des conflits et de la promotion de la paix. Le portail est géré par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en collaboration avec l'Union africaine. Il permet une recherche selon plusieurs critères (recherche par thèmes, par pays, par région géographique ou par type d'organisation). Le portail permet aux ONG actives dans le domaine de la promotion de la paix de mettre en ligne des descriptifs de leurs activités sur le terrain. Pour l'heure, le portail contient principalement des informations sur le continent africain et l'Eurasie et n'est disponible qu'en langue anglaise, mais un élargissement à d'autres zones géographiques et une traduction vers le français et l'espagnol sont prévues.

15.09.2008

Editeur: Centre pour la promotion de la paix (KOFF) / [swisspeace](#)

Adresse: Sonnenbergstrasse 17, CH - 3000 Berne 7
Tél: +41 (0)31 330 12 12; Fax: +41 (0)31 330 12 13

Rédaction: [Christa Dold](#)

Traduction: [Jean-François Zurbriggen](#)

Parution: Le bulletin du KOFF (Newsletter KOFF) paraît le premier de chaque mois (à l'exception du 1^{er} août et du 1^{er} janvier) en langue allemande, anglaise et française. Il est distribué par voie électronique.



Le KOFF est soutenu par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes:

• [Action de Carême](#) • [Alliance internationale pour la consolidation de la paix](#), [Interpeace](#) • [Alliance Sud](#) • [Appel de Genève](#)
• [Association pour la démilitarisation](#) • [BAHA'I](#) • [Brücke Le pont](#) • [Caritas Suisse](#) • [Causes Communes Suisse](#) • [cfd](#) • [CIMERA](#)
• [Conseil suisse de la paix](#) • [Croix-Rouge suisse](#) • [DCAF](#) • [Eirene Suisse](#) • [EPER](#) • [Femmes de Paix Autour du Monde](#) •
[Femmes pour la Paix Suisse](#) • [Fondation Hironnelle](#) • [Fondation Village d'enfants Pestalozzi](#) • [Forum für Friedenserziehung](#) •
[GSsA](#) • [Helvetas](#) • [InfoSud](#) • [Initiatives et Changement](#) • [Intercooperation](#) • [International Association for Human Values](#) •
[Interteam](#) • [Ligue suisse de femmes catholiques](#) • [lucerne initiative for peace and security](#) • [medienhilfe](#) • [Medico International Suisse](#) •
[mission 21](#) • [MIVA Suisse](#) • [Oeuvre suisse d'entraide ouvrière](#) • [Organisation suisse d'aide aux réfugiés](#) • [Palmyrah](#)
• [Peace Brigades International](#) • [Peace Watch Switzerland](#) • [Quaker United Nations Office](#) • [Swiss Academy for Development](#)
• [Service Civil International Suisse](#) • [Société pour les peuples menacés](#) • [Swissaid](#) • [Terre des Hommes Suisse](#) • [World Vision Switzerland](#)